

BUDGET 2027 DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER



POINTS À RETENIR

Pour 2027, le Gouvernement ne revient pas sur les coupes budgétaires successives de ces dernières années.

Le budget total de l'Action extérieure de l'état s'élève à 3,46 Mds d'euros, en apparence stable (+10 M€, soit à peine +0,29% par rapport à 2026). Mais, avec une inflation prévue par le Gouvernement pour 2027 à 1,8%, cette stabilité consacre nécessairement **une perte de moyens pour le MEAE.**

Par ailleurs, cette stabilité est permise par des coupes budgétaires opérées, via 3 décrets, au cours de l'année 2026. Ces annulations de crédits ont principalement porté sur la réserve de précaution. Elles représentent 1,5% des crédits de la mission en moyenne, mais tout de même près 3% des crédits du programme 151.

Les effectifs au 31 décembre 2027 devraient être de 13 909 ETP, soit **une perte de 38 ETP, dans l'administration centrale.**

I. Programme 151 – Français à l'étranger et affaires consulaires

Le budget du programme 151 connaît une **hausse en trompe-l'œil de 13,8 M€ (+9%)** à 166,7 M€, avec en réalité une stabilité de la plupart des postes.

- En effet, **l'essentiel de ces moyens nouveaux est lié aux échéances électorales de l'année 2027.** Une enveloppe de 7,3 M€ est consacrée aux dépenses afférentes à la tenue du scrutin présidentiel, et une provision de 10,4 M€ est inscrite au budget en cas de dissolution de l'Assemblée nationale.
- **Les crédits consacrés à la « Modernisation, développement et maintenance des outils de l'administration » sont en hausse de 0,9 M€ (+23% à 4,9 M€)** afin de poursuivre l'expérimentation du Registre de l'état civil électronique (RECE).

- Sur les dépenses d'intervention, **la grande majorité des postes de dépense est stable** : les OLES à 1,4 M€, la CFE à 380 000 € au titre de la catégorie aidée, et les centres médico-sociaux à 210 000 €. **Dans un contexte inflationniste et de crise énergétique, cette stabilité se traduit automatiquement par une baisse des moyens réels.**
- Seuls **les crédits consacrés aux aides sociales connaissent une très légère augmentation de 160 000 € (soit 1%, à 15,36 M€)**, mais qui se fait **au détriment du STAFE**, amputé de la même somme dans une enveloppe dix fois moindre, ce qui revient à une baisse de 10% (à 1,44 M€ pour 2027).
- **Le budget des bourses scolaires est stable à 103,6 M€**, ce qui consacre là aussi une diminution des moyens réels, d'autant plus après une baisse cumulée de l'enveloppe de 12% sur les trois précédents exercices. **Cette somme risque d'être insuffisante au vu de l'augmentation à prévoir des frais de scolarité** (estimée en moyenne à 7%) avec la dernière réforme de l'AEFE qui a créé une nouvelle contribution des établissements à la prise en charge financière de la part patronale des pensions civiles des enseignants.

II. Programme 185 – Diplomatie culturelle et d'influence

Le budget du programme 185 est **en baisse de 5,2 M€ (-0,9%)** à 606 M€. Ce budget ne revient donc pas sur les coupes drastiques de près de 116 M€ (-16%) cumulées sur les deux dernières années et **acte ainsi le recul de l'influence française en matière de culture et d'éducation.**

- En effet, **les principales victimes de ce budget sont les crédits d'intervention** qui baissent de 5 M€ (-25%) à 15,2 M€ dans le réseau, et de 4,4 M€ (-17%) à 21,2 M€ en administration centrale. Il s'agit notamment de **subventions et de co-financements versés à des opérations conduites par le réseau culturel et de coopération** dans les domaines éducatif, linguistique, culturel, universitaire et scientifique ou encore en matière de diplomatie économique.
- Les dotations de fonctionnement des *Instituts français* baissent légèrement de 0,5 M€ (-1%) à 45,2 M€ et les subventions aux *Alliances françaises* diminuent de 0,3 M€ (-4,5%) à 6,4 M€.

- La très grande majorité des postes de ce programme reste stable, notamment les subventions pour charge de service public des 3 opérateurs. Ainsi, **la subvention à l'AEFE est stable à 398,6 M€**, après avoir subi près de 40 M€ de coupes budgétaires cumulées sur les deux exercices précédents. L'AEFE subit, en outre, une baisse de 124 équivalents temps plein travaillé (ETPT) dans ce budget 2027. **Les subventions à l'Institut Français Paris et à Campus France sont stables aussi à, respectivement, 25,5 M€ et 3,38 M€.**
- Les bourses de mobilité étudiante augmentent de 1 M€ à 57,3 M€, mais il s'agit seulement d'un redéploiement de crédits de bourses auparavant portés par le programme 209 « *Solidarité à l'égard des pays en développement* » (APD).

III. Programme 105 – Action de la France en Europe et dans le Monde

Le budget du programme 105 est stable à 2,692 Md€.

- Les actions « *Coordination de l'action diplomatique* » et « *Soutien* » au réseau diplomatique sont en forte hausse, respectivement, de 54,2 M€ (+40,9 %) à 186,93 M€ et de 41 M€ (+13,39 %) à 350 M€. Il ne s'agit néanmoins **pas de moyens nouveaux**, mais d'une redistribution de la masse salariale, avec le transfert d'effectifs autrefois imputés sur d'autres actions (comme le P209).
- Ces hausses sont compensées par des baisses sur des actions qui **marquent la perte d'influence de la France dans le monde, dans les organisations internationales comme en matière de coopération**. Le ministère reconnaît lui-même que la France va passer du 7ème au 8ème rang des pays contributeurs aux organisations internationales. Ainsi, les « *Contributions internationales* » diminuent de 12,6 M€ (-2,1%) à 590,3 M€, affectants les opérations de maintien de la paix et la promotion du multilatéralisme. De même, la « *Coopération de sécurité et de défense* » est elle aussi en baisse de 12,7 M€ (-11%) à 105,4 M€.
- Par ailleurs, **les crédits de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires baissent de 60,4 M€ (-7,70%)** à 723,5 M€ (fluides, entretien, locations immobilières, déplacements, sécurité, gardiennage).
- **Enfin, les dépenses de personnel de la mission sont en hausse de 3 à 4%**, malgré une baisse des effectifs, sauf celles qui correspondent au programme 209 « Aide public au développement » qui baissent de 6,5%.